**PROCES-VERBAL DE LA REUNION
DU CONSEIL MUNICIPAL
30 NOVEMBRE 2017**

L'an deux mille dix sept, le trente Novembre à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune d'EVAUX LES BAINS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la Présidence de Monsieur Bruno PAPINEAU, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 24 Novembre 2017

Nombre de Conseillers :

- en exercice : 15

Présents : MMES BOULOUET, CHAZAL, MM. DECARD, MME GUARETON, MM. PAPINEAU, ROMAIN, SAINTEMARTINE, STEINER, TOURAND, MME VIALLE.

Absents ou excusés : MMES BERTHON, GAL-NEIL, HOL, MM. NORE, ROUFFET.

Pouvoirs :

- Mme BERTHON a donné pouvoir à Mme CHAZAL de voter en son nom
- M. NORE a donné pouvoir à M. PAPINEAU de voter en son nom
- M. ROUFFET a donné pouvoir à M. ROMAIN de voter en son nom

M. ROMAIN a été élu secrétaire de séance.

Le quorum étant atteint, M. le Maire ouvre la séance à 20 Heures.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil Municipal du 31 Août 2017 et du 11 Octobre 2017 sont adoptés à l'unanimité

I Travaux de réhabilitation des logements de la Résidence Les Sources

Décision concernant l'attribution des marchés

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée qu'une consultation des entreprises selon la procédure adaptée a été lancée en vue de la réalisation des travaux de réhabilitation des logements de la Résidence Les Sources.

Le coût prévisionnel des travaux est estimé à 255.000 € HT.

Il précise que le marché comporte 7 lots :

- lot 1 : Couverture tuiles-zinguerie
- lot 2 : Menuiseries
- lot 3 : Plâtrerie-Peinture
- lot 4 : Sols collés
- lot 5 : Electricité
- lot 6 : Ventilation-Plomberie-Sanitaires
- lot 7 : Nettoyage façades

Un avis d'appel public à la concurrence a été publié dans les journaux habilités à recevoir les annonces légales suivants :

- La Montagne – Editions Creuse (07 Juillet 2017) et Allier (le 12 Juillet 2017)

En outre, le dossier de consultation des entreprises a été mis en ligne sur le profil acheteur «centreofficielles.com» le 04 Juillet 2017.

La date limite de réception des offres a été fixée au 31 Juillet 2017 à 12h00.

13 enveloppes ont été réceptionnées dans les délais.

Monsieur le Maire informe l'Assemblée qu'à l'issue de la phase d'analyse des offres par le Cabinet d'Architecte, GALLERAND-RIBEAUDEAU à GUERET, maître d'œuvre, il est proposé d'attribuer les marchés comme suit :

Lot	Intitulé du lot	Entreprise retenue	Montant HT
1	Couverture Tuiles - Zinguerie	BERTHELIER SAINT-BARD	99.918,80 €
2	Menuiseries	BENITO ROUGNAT	24.061,00 €
3	Plâtrerie-Peinture	ALTI PLATRE SAINTE-FEYRE	30.642,10 €
4	Sols collés	SOGEB MAZET MONTLUCON	30.764,70 €
5	Electricité	CONCEPT ELEC ST JULIEN LA GENETE	25.037,74 €
6	Ventilation-Plomberie- Sanitaires	PIZON MONTLUCON	46.289,02 €
7	Nettoyage façades	BOUSSAGEON EVAUX LES BAINS	8.137,80 €

Monsieur le Maire précise que l'occupation des locaux à contraint de différer de quelques mois le début des travaux.

Ainsi, en cas d'accord du Conseil Municipal sur l'attribution des marchés telle que proposée, une partie des travaux serait réalisée au cours du premier trimestre 2018 et l'autre partie au cours du dernier trimestre 2018.

Décision : Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- est favorable à la réalisation des travaux de réhabilitation des logements de la Résidence Les Sources comme indiqué précédemment
- décide d'attribuer les marchés portant sur les travaux de réhabilitation des logements de la Résidence Les Sources ainsi qu'il suit :

Lot	Intitulé du lot	Entreprise retenue	Montant HT
1	Couverture Tuiles - Zinguerie	BERTHELIER SAINT-BARD	99.918,80 €
2	Menuiseries	BENITO ROUGNAT	24.061,00 €
3	Plâtrerie-Peinture	ALTI PLATRE SAINTE-FEYRE	30.642,10 €
4	Sols collés	SOGEB MAZET MONTLUCON	30.764,70 €
5	Electricité	CONCEPT ELEC ST JULIEN LA GENETE	25.037,74 €
6	Ventilation-Plomberie- Sanitaires	PIZON MONTLUCON	46.289,02 €
7	Nettoyage façades	BOUSSAGEON EVAUX LES BAINS	8.137,80 €

- autorise Monsieur le Maire à signer les marchés à intervenir avec les entreprises retenues ainsi que toutes pièces nécessaires au bon déroulement de cette opération.

II Travaux de réhabilitation de 2 logements Rue de Rentière à EVAUX LES BAINS Décision concernant l'attribution des marchés

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée qu'une consultation des entreprises selon la procédure adaptée a été lancée en vue de la réalisation des travaux de réhabilitation de 2 logements - Rue de Rentière à Evaux-Les-Bains.

Le coût prévisionnel des travaux est estimé à 156.000 € HT.

Il précise que le marché comporte 9 lots :

- lot 1 : Démolition-Désamiantage
- lot 2 : Couverture Bacs acier
- lot 3 : Isolation thermique par l'extérieur
- lot 4 : Menuiseries - Serrurerie
- lot 5 : Plâtrerie - Isolation
- lot 6 : Carrelage
- lot 7 : Peinture – Sols collés
- lot 8 : Electricité
- lot 9 : Plomberie – Sanitaire – Chauffage - Ventilation

Un avis d'appel public à la concurrence a été publié dans les journaux habilités à recevoir les annonces légales suivants :

- La Montagne – Editions Creuse et Allier (07 Juillet 2017)

En outre, le dossier de consultation des entreprises a été mis en ligne sur le profil acheteur «centrofficielles.com» le 04 Juillet 2017.

La date limite de réception des offres a été fixée au 31 Juillet 2017 à 12h00.

14 enveloppes ont été réceptionnées dans les délais.

Monsieur le Maire informe l'Assemblée qu'à l'issue de la phase d'analyse des offres par le Cabinet Architecte GALLERAND-RIBEAUDEAU à GUERET, maître d'œuvre, il ressort que le montant total des travaux s'élève à 165.067,51 € HT.

Il fait toutefois observer que des aspects techniques n'ont pas été pris en compte. Il conviendrait notamment de prévoir l'accès PMR pour les deux logements concernés.

Par conséquent, il est envisagé de déclarer la consultation sans suite, au sens de l'article 98 du Décret n° 2016-360 du 25 Mars 2016, pour motif d'intérêt général, plus précisément pour une redéfinition des besoins sur le plan technique.

Décision : Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- est favorable à la déclaration sans suite de la première consultation par le pouvoir adjudicateur
 - donne son accord pour qu'une nouvelle consultation soit engagée ultérieurement selon la procédure adaptée conformément à l'article 27 du Décret n° 2016-360 du 25 Mars 2016 en vue de la réalisation des travaux de réhabilitation de 2 logements - Rue de Rentière à Evaux-Les-Bains
 - autorise Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette affaire
- (M. Tourand fait observer que l'opération est coûteuse. Ne serait-il pas préférable de démolir le bâtiment ?*

M. Saintemartine indique que, dans cette hypothèse, les frais de désamiantage élevés subsistent. En outre, la construction d'un tel bâtiment serait encore plus onéreuse. D'un point de vue technique, il est nécessaire de remédier à certains oublis : isolation dalle plancher, par exemple. Il serait également judicieux d'éclater le lot 1 car plusieurs compétences sont demandées)

III Extension des compétences de la Communauté de Communes «Creuse Confluence» au 1^{er} Janvier 2018 Modification des statuts (Transfert de la compétence «Création et Gestion de Maisons de Services au Public » (MSAP))

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 17 octobre 2017, dûment notifiée au Maire de la Commune, portant projet de modification des statuts de la Communauté de Communes « Creuse Confluence » pour les étendre à la compétence « Création et Gestion de Maisons de Services au Public et définition des obligations de service au public y afférents en application de l'article 27-2 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations » ;

Considérant que le Conseil Communautaire, par sa délibération en date du 17 octobre 2017, a décidé de proposer à ses Communes membres d'approuver la modification de ses statuts ;

Monsieur le Maire informe que par courrier en date du 19 octobre 2017, Monsieur le Président de la Communauté de Communes « Creuse Confluence » a notifié à la Commune la délibération du Conseil Communautaire du 17 octobre 2017 relative à la modification des statuts de la Communauté de Communes.

Il est proposé le transfert de la compétence « Création et Gestion de Maisons de Services au Public et définition des obligations de service au public y afférents en application de l'article 27-2 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations » et ce, à compter du 1er janvier 2018.

Monsieur le Maire fait savoir aux membres du Conseil Municipal, qu'une MSAP a été créée par la Commune de Boussac et que cet équipement est en fonctionnement depuis plusieurs mois.

Il précise que les Maisons de Services au Public (MSAP) sont des espaces mutualisés, qui délivrent une offre de proximité et de qualité à l'attention de tous les publics. C'est un lieu unique où les usagers sont accompagnés par des agents dans leurs démarches de la vie quotidienne principalement en matière d'emploi et de prestations sociales.

Monsieur le Maire informe également que cette prise de compétence permettra à la Communauté de Communes d'exercer, à compter du 1er janvier 2018, 9 compétences sur les 12 prévues conformément à l'article L 5214-23-1 du C.G.C.T. et ainsi d'être éligible à la DGF bonifiée.

Conformément à l'article L 5211-17 du C.G.C.T, Monsieur le Maire rappelle que les Conseils Municipaux des Communes membres d'un EPCI disposent d'un délai de trois mois à compter de la notification pour se prononcer sur le transfert de la compétence. A défaut de la délibération dans ce délai, leur décision est réputée favorable. La modification des statuts est rendue exécutoire par arrêté du Préfet à condition que les Conseils Municipaux aient délibéré à la majorité qualifiée favorablement au transfert de ladite compétence.

En conséquence, Monsieur le Maire soumet la modification statutaire de la Communauté de Communes à l'avis du Conseil Municipal.

Décision : Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve le transfert de la compétence « Création et Gestion de Maisons de Services au Public et définition des obligations de service au public y afférents en application de l'article 27-2 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations » et ce, à compter du 1^{er} janvier 2018 par la Communauté de Communes « Creuse Confluence ».
- accepte la modification des statuts de la Communauté de Communes et transmet la présente délibération à Madame la Sous-Préfète pour qu'elle puisse être exécutoire.
- autorise Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à la présente délibération.

IV Approbation du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) en date du 27 Septembre 2017

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée que la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) a pour mission de procéder à l'évaluation des charges transférées par des communes à un groupement ayant pour cadre fiscal la Fiscalité Professionnelle Unique (FPU). Sa création, son rôle, sa composition et son fonctionnement sont définis par l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts.

La CLECT doit donc obligatoirement intervenir lors de tout transfert de compétences engageant des transferts de charges et de ressources afin d'évaluer les sommes en jeu.

Elle rend ses conclusions sur les montants à imputer sur l'attribution de compensation des communes membres de l'EPCI dans le cadre d'un rapport transmis pour approbation aux Conseils Municipaux des communes membres.

C'est ainsi que la CLECT instituée par la Communauté de Communes du Pays de Boussac, du Carrefour des Quatre Provinces et d'Evau/Chambon s'est réunie le 27 Septembre 2017 avec pour objectif d'identifier les charges qui découlent des transferts de compétences suite à la fusion des 3 ex EPCI au 1^{er} Janvier 2017, notamment en matière de compétence tourisme. L'évaluation du transfert de charges pour les deux Office de Tourisme communaux existant sur le territoire de la Communauté de Communes (Chambon Sur Voueize et Evau Les Bains) a été étudiée.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général des Impôts, notamment son article 1609 nonies C,

Vu la loi n° 2015-991 du 7 Août 2015, relative à la Nouvelle Organisation Territoriale de la République,

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 5 Avril 2017 relative à l'institution de la Commission Locale d'Evaluation de Charges Transférées (CLECT) pour le mandat 2017-2020,

Vu le rapport définitif de la CLECT en date du 27 Septembre 2017,

- Considérant que le rapport ayant pour objet

* l'élection du Président et du Vice-Président de la CLECT

* la présentation d'une méthodologie d'évaluation des charges transférées à la Communauté de Communes en vue de les imputer sur les Attributions de Compensation (AC) définitives de 2018 des communes de Chambon Sur Voueize et d'Evau Les Bains, a été adopté à l'unanimité par la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), le 27 Septembre 2017,

- Considérant que les conclusions de ce rapport doivent être entérinées par la majorité qualifiée des conseils municipaux, à savoir les deux tiers au moins des conseillers municipaux des communes représentant plus de la moitié de la population totale du périmètre communautaire ou la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population. Cette majorité doit nécessairement comprendre le conseil municipal dont la population est la plus nombreuse lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale du territoire,

Décision : Le conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- approuve à l'unanimité le contenu et les conclusions du rapport de la CLECT en date du 27 Septembre 2017 portant sur l'évaluation des charges qui découlent du transfert de la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme ».

V Transfert des déficits ou des excédents de fonctionnement et d'investissement des budgets d'assainissement

Monsieur le Maire fait savoir que la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) impose que suite à la fusion des intercommunalités, la Communauté de Communes Creuse Confluence a un délai d'un an pour statuer sur le choix des compétences optionnelles dont l'assainissement fait partie.

Il rappelle que l'assainissement (collectif et individuel) est une compétence déjà exercée à l'échelon intercommunal sur l'ancien périmètre « Carrefour des 4 Provinces ». Concernant celui d'« Evaux/Chambon », la Communauté de Communes exerçait seulement l'assainissement individuel.

La loi oblige qu'au 1^{er} janvier 2018, cette compétence optionnelle soit étendue sur l'ensemble du périmètre intercommunal, ou rétrocédée à l'échelon communal.

Monsieur le Maire précise que si la Communauté de Communes exerce, à compter du 1^{er} janvier 2018, la compétence « assainissement », cela concernera obligatoirement l'assainissement collectif, individuel, et la gestion des eaux pluviales. Ces compétences ne peuvent être dissociées.

La Communauté de Communes a fait appel à un bureau d'étude pour une analyse sur le transfert de cette compétence. Celui-ci a présenté un rapport faisant l'état des lieux technique, administratif et financier des différents services communautaires. L'étude se poursuit avec la réalisation d'un scénario détaillant l'organisation du nouveau service communautaire en régie et l'atteinte du niveau de service.

D'après le rapport, le transfert des excédents à la clôture des budgets communaux facilitera la poursuite des investissements prévus par les Communes avant l'année 2018 ; permettra d'avoir un service de qualité et de limiter l'impact sur le montant des redevances.

Monsieur le Maire informe qu'au vu des résultats de l'étude, le Conseil Communautaire du 21 novembre 2017 a délibéré favorablement sur l'extension de la compétence assainissement sur l'ensemble du périmètre de la communauté de communes à compter du 1^{er} janvier 2018 et sur le principe du transfert des déficits ou des excédents des budgets communaux sous réserve de l'accord des Conseils Municipaux concernés.

Le Conseil Municipal prend acte du transfert de la compétence assainissement (assainissement collectif et individuel, gestion des eaux pluviales) à la Communauté de Communes Creuse Confluence à compter du 31 décembre 2017.

Décision : Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, délibère favorablement :
- au transfert des déficits ou des excédents de fonctionnement et d'investissement du budget communal 2017 au nouveau budget assainissement communautaire

VI Adhésion de la Communauté de Communes «Creuse Confluence» au Syndicat Mixte DORSAL

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles

L. 5214-1 et suivants, l'article L.5214-27, L.5721-2 et suivants, et

L. 1425-1 ;

Vu les statuts de la Communauté de Communes et notamment, la compétence statutaire en matière d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques, au sens de l'article L. 1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération prise par le Comité Syndical de DORSAL, le 26 septembre 2017, approuvant la modification de ses statuts en vue d'étendre le périmètre du Syndicat aux groupements de collectivités territoriales des départements de la Corrèze, de la Creuse, de la Haute Vienne ;

Vu le projet de statuts de DORSAL joint en annexe ;

Vu l'article 2 du projet de statuts de DORSAL, selon lequel : « Le syndicat a pour objet, conformément à l'article L. 1425-1 du Code général des collectivités territoriales, l'établissement, l'exploitation et la mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques, sur le périmètre des départements de la Corrèze, de la Creuse, de la Haute Vienne et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et groupements de collectivités membres. »

Vu l'article L. 5214-27 du Code général des collectivités territoriales selon lequel l'adhésion de la communauté de communes à DORSAL est subordonnée à l'accord des conseils municipaux des communes membres de la Communauté de Communes, donné dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création de la Communauté.

Considérant qu'il est de l'intérêt de la Commune que la Communauté de Communes adhère à DORSAL, et devienne ainsi membre de DORSAL ;

Considérant qu'il convient en conséquence d'approuver l'adhésion de la Communauté de Communes au Syndicat mixte ouvert DORSAL,

Décision : Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve l'adhésion de la Communauté de Communes Creuse Confluence au syndicat mixte DORSAL, qui a pour objet, au sens L.1425-1 du Code Général des Collectivités territoriales, la conception, la construction, l'exploitation et la commercialisation d'infrastructures, de réseaux et des services locaux de communications électroniques et activités connexes sur le territoire de ses membres.
- autorise Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

VII Travaux de réparation Eglise Saint-Pierre et Saint-Paul

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée qu'une mission portant sur un diagnostic général de l'église Saint-Pierre et Saint-Paul ainsi que sur la maîtrise d'oeuvre pour travaux de réparation a été confiée à l'Agence PRUNET à SEVRES (92) en 2014.

Le marché notifié le 1^{er} Décembre 2014 comporte :

- une tranche ferme : diagnostic général portant sur l'église Saint-Pierre et Saint-Paul + APS et APD concernant les travaux à réaliser
- une tranche conditionnelle : mission de maîtrise d'œuvre – Phase travaux

Le diagnostic demandé a pour objectif de dresser l'état général de l'édifice et de déterminer principalement les conditions de restauration du clocheton de la croisée du transept et divers travaux de réparation.

L'étude d'évaluation diagnostic dont Monsieur le Maire rend compte aux membres présents qui a été remise par l'Agence PRUNET a été validée le 21 Février 2017 par Monsieur le Conservateur régional des monuments historiques adjoint.

Concernant les priorités en matière de travaux figure la restauration du clocheton qu'il est proposé de compléter par la reprise des charpentes, des couvertures et des élévations du bas-côté sud de la nef.

Au vu de l'estimation des dépenses au stade du diagnostic et compte tenu des subventions susceptibles d'être allouées par l'Etat (DRAC Nouvelle Aquitaine) et la Région Nouvelle Aquitaine, le plan de financement prévisionnel serait le suivant :

DEPENSES		RECETTES	
Installation de chantier	9 800,00 €	DRAC 50%	117 000,00 €
Clocheton		REGION 15%	35 100,00 €
Echafaudage	31 200,00 €	PART COMMUNE	81 900,00 €
Charpente	14 300,00 €		
Couverture bardeaux	58 000,00 €		
Bas côté sud			
Echafaudage	16 340,00 €		
Charpente	16 800,00 €		
Couverture tuile canal	37 800,00 €		
Réseaux technique	15 760,00 €		
Sous Total 1	200 000,00 €		
Maîtrise d'œuvre	15 870,00 €		
SPS	2 000,00 €		
Sous Total 2	17 870,00 €		
Prestations annexes aléas et divers			
Hausses cont. 4%	8 714,80 €		

Divers, aléas	7 415,20 €		
Sous Total 3	16 130,00 €		
MONTANT TOTAL OPERATION HT	234 000,00 €	TOTAL	234 000,00 €
TVA	46 800,00 €		
MONTANT TOTAL OPERATION TTC	280 800,00 €		

Décision : Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- est favorable à l'approbation de l'étude d'évaluation diagnostic de l'église Saint-Pierre et Saint-Paul remise par l'Agence PRUNET
- approuve le plan de financement prévisionnel qui lui est soumis portant sur les travaux de restauration du campanile de la croisée du transept et des travaux de réparation
- charge Monsieur le Maire de solliciter les subventions auprès de l'Etat (DRAC Nouvelle Aquitaine) et de la Région Nouvelle Aquitaine
- autorise Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette affaire.

VIII Mise en place du RIFSEEP

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droit et obligations des fonctionnaires et notamment l'article 20,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment les articles 87, 88 et 136,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Vu le décret n°2015-661 du 10 juin 2015 modifiant le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 précité

Vu le décret n°2016-1916 du 27 décembre 2016 modifiant diverses dispositions de nature indemnitaire et le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Vu l'arrêté du 20 Mai 2014 pris pour l'application au corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du Décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Vu l'arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Vu l'arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer et des adjoints techniques de la police nationale des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Vu l'arrêté du 3 Juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du Décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Vu l'arrêté du 27 août 2015 pris pour l'application de l'article 5 du décret n°2014-513 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat (primes et indemnités cumulables avec le RIFSEEP)

Vu l'avis du Comité Technique en date du 5 Octobre 2017

Considérant qu'il y a lieu d'appliquer le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Le Maire propose à l'assemblée délibérante d'instaurer le RIFSEEP et d'en déterminer les critères d'attribution pour une application à partir du 1^{er} Janvier 2018.

Le maire rappelle que le RIFSEEP comprend deux parts :

- **L'IFSE**, l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise : part liée au niveau de responsabilité et d'expertise du poste et prenant en compte l'expérience professionnelle de l'agent ;
- **Le CIA**, complément indemnitaire (annuel) : part liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir de l'agent.

Le maire rappelle que l'IFSE est exclusive de toute autre indemnité liée aux fonctions, **à l'exception** des primes et indemnités légalement cumulables, notamment les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS)

1- Bénéficiaires

Le présent régime indemnitaire est attribué :

- aux fonctionnaires (titulaires et stagiaires)
- aux agents contractuels de droit public exerçant les fonctions d'un cadre d'emplois concerné sur emploi permanent

2- Définition des groupes de fonctions

Les fonctions d'un cadre d'emplois sont réparties au sein de différents groupes au regard des critères fonctionnels suivants :

- o Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;
- o Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;
- o Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Les critères retenus sont ceux proposés par le Comité Technique :

Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception :

- Responsabilité et niveau d'encadrement dans une hiérarchie (nombre d'agents encadrés...)
- Responsabilité de coordination ou de projet
- Responsabilité de formation d'autrui (formation interne, accueil de stagiaires, tutorat...)
- Délégation de signature
- Rôle de conseil aux élus

Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions :

- Connaissances nécessaires sur le poste (juridiques, comptables, techniques...)
- Complexité et difficulté des tâches et des missions
- Niveau de formation ou de qualification requis (dont qualifications ou habilitations spécifiques)
- Autonomie
- Initiative
- Diversité des tâches, des dossiers, des projets, des domaines de compétences

Sujétions particulières liées au poste :

- Exposition répétée à des risques présentant un niveau de gravité potentielle élevée (ex : produits chimiques, amiante...)
- Postures pénibles prolongées (TMS)
- Exposition aux intempéries
- Responsabilité pour la sécurité d'autrui
- Responsabilité financière, juridique
- Tension mentale, nerveuse (accueil ou accompagnement de publics en difficulté sociale, physique, psychique...)
- Horaires particuliers (décalés, astreintes, disponibilité...)
- Fréquence des déplacements professionnels

3- Plafonds

Les montants maximaux annuels de l'IFSE et du CIA sont déterminés selon les groupes de fonctions comme indiqué dans les tableaux ci-dessous. La somme des deux parts doit respecter le plafond global applicable

aux agents de l'Etat.

Les montants maximaux sont proratisés dans les mêmes proportions que le traitement indiciaire (temps non complet, temps partiel).

4- Mise en place de l'IFSE

FILIERE ADMINISTRATIVE

Catégorie A

ATTACHES TERRITORIAUX ET SECRETAIRES DE MAIRIE		MONTANTS ANNUELS		
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS OU FONCTIONS RECENTSEES	MONTANT MINI	MONTANT MAXI	PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES
Groupe 1	<i>Secrétaire générale Mairie</i>	1 700 €	3 000 €	36 210 €

Catégorie C

ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS		
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS OU FONCTIONS RECENTSEES	MONTANT MINI	MONTANT MAXI	PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES
Groupe 1	<i>Agent comptable Agent état-civil/urbanisme Agent en charge camping municipal Régisseurs régies de recettes</i>	650 €	1 200 €	11 340 €

FILIERE MEDICO-SOCIALE

Catégorie C

AGENTS TERRITORIAUX SPECIALISES DES ECOLES MATERNELLES		MONTANTS ANNUELS		
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS OU FONCTIONS RECENTSEES	MONTANT MINI	MONTANT MAXI	PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES
Groupe 1	ATSEM	650 €	1 200 €	11 340 €

FILIERE TECHNIQUE

Catégorie C

ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS		
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS OU FONCTIONS RECENTSEES	MONTANT MINI	MONTANT MAXI	PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES
Groupe 1	<i>Agents techniques spécialisés (gestion station épuration, responsable parc aux daims...) Agent en charge du restaurant scolaire</i>	650 €	1 200 €	11 340 €
Groupe 2	<i>Agent d'exécution, nettoyage locaux</i>	500 €	1 000 €	10 800 €

5- Critères d'attribution IFSE

Le montant individuel d'IFSE sera modulé par la prise en compte de l'expérience professionnelle, selon les critères proposés par le Comité Technique :

- Capacité à exploiter l'expérience professionnelle acquise (quelle que soit l'ancienneté)
- Formation suivie (en distinguant ou non les types de formation)
- Parcours professionnel (avant la prise de poste) : diversité, mobilité
- Connaissance de l'environnement de travail, du fonctionnement de la collectivité
- Approfondissement de savoirs techniques, de pratiques, montée en compétences en fonction de l'expérience

Le montant d'IFSE fera l'objet d'un réexamen :

- tous les **2 ans**, en l'absence de changement de poste
- en cas de mobilité vers un poste relevant d'un même groupe de fonctions
- en cas de changement de grade suite à une promotion

6- Mise en place du CIA

FILIERE ADMINISTRATIVE

Catégorie A

ATTACHES TERRITORIAUX ET SECRETAIRES DE MAIRIE		MONTANTS ANNUELS	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS OU FONCTIONS RECENSEES	Montant plafond	PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES
Groupe 1	<i>Secrétaire générale Mairie</i>	1 000 €	6 390 €

Catégorie C

ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS OU FONCTIONS RECENSEES	Montant plafond	PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES
Groupe 1	<i>Agent comptable Agent état-civil/urbanisme Agent en charge camping municipal Régisseurs régies de recettes</i>	500 €	1 260 €

FILIERE MEDICO-SOCIALE

Catégorie C

AGENTS TERRITORIAUX SPECIALISES DES ECOLES MATERNELLES		MONTANTS ANNUELS	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS OU FONCTIONS RECENSEES	Montant plafond	PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES
Groupe 1	ATSEM	500 €	1 260 €

FILIERE TECHNIQUE

Catégorie C

ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS OU FONCTIONS RECENTSEES	Montant plafond	PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES
Groupe 1	<i>Agents techniques spécialisés (gestion station épuration, responsable parc aux daims...) Agent en charge du restaurant scolaire</i>	500 €	1 260 €
Groupe 2	<i>Agents d'exécution, nettoyage locaux</i>	300 €	1 200 €

7- Critères d'attribution CIA

Le montant individuel de CIA sera modulé et versé en fonction de la participation de l'agent à un projet particulier ou à une réalisation exceptionnelle (que ce soit à titre individuel ou par service) au sein de la collectivité

Le montant du CIA ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

8- Périodicité de versement

L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise sera versé :

- mensuellement pour le cadre d'emploi des Attachés
- annuellement pour les cadres d'emploi des Adjoint administratifs, des Agents Territoriaux Spécialisés des Ecoles Maternelles et des Adjoint techniques

Le complément indemnitaire sera versé annuellement.

9- Modulation du montant versé en cas d'absences pour maladie

En l'absence de textes réglementaires applicables à la Fonction Publique Territoriale, le maintien du régime indemnitaire en cas de maladie ordinaire, accident de service, maladie professionnelle, maternité, paternité, adoption, n'est pas possible, sauf si la délibération le prévoit expressément.

Le conseil Municipal propose la suspension du régime indemnitaire à compter du 61ème jour d'arrêt.

En cas de congé longue maladie, longue durée, grave maladie, le régime indemnitaire est suspendu.

10- Indemnités les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS)

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) étant cumulable avec le RIFSEEP, M. le Maire propose de poursuivre leur application pour les agents de catégorie C : agents stagiaires et titulaires, et agents contractuels de droit public exerçant les fonctions du cadre d'emplois concerné

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires sont attribuées dans le cadre de la réalisation effective de travaux supplémentaires demandés par l'autorité territoriale et selon les dispositions du n° 2002-60 du 14 janvier 2002. La rémunération de ces travaux supplémentaires est subordonnée à la mise en place de moyen de contrôle (moyen de contrôle automatisé – décompte déclaratif). Le versement de ces indemnités est limité à un contingent mensuel de 25 heures par mois et par agent.

Il relève du pouvoir de l'autorité territoriale de rémunérer les heures de travail supplémentaires ou de faire récupérer le temps passé à les accomplir.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

- d'instaurer l'IFSE et le CIA dans les conditions indiquées ci-dessus, la présente délibération annule et remplace la délibération précédente instituant un régime indemnitaire
- d'attribuer des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) au profit de l'ensemble des agents de catégorie C de la collectivité,

- que les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.
- que l'attribution individuelle (IFSE et CIA) sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté

IX Recrutement d'un agent contractuel sur un emploi non permanent pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité

Le Conseil Municipal,

- Vu la loi n° 83-634 du 13 Juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n° 84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3-1° ;

Considérant qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité au niveau des services techniques.

Sur le rapport de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré ;

➤ décide à l'unanimité :

Le recrutement d'un agent contractuel dans le grade d'Adjoint Technique pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité pour une période de 6 mois à compter du 06 Décembre 2017. Le contrat peut être renouvelé dans la limite de 12 mois maximum sur une même période de 18 mois consécutifs.

La personne recrutée assurera des fonctions dans les domaines suivants : entretien voirie, espaces verts et bâtiments communaux.

Elle devra justifier d'une formation et de compétences dans les domaines concernés.

- précise que la rémunération de l'agent sera calculée sur la base du 1^{er} échelon du 1^{er} grade du cadre d'emplois des Adjoints Techniques
- autorise Monsieur le Maire à signer le contrat de recrutement ainsi que toutes pièces relatives à cette affaire

X Convention «Territoire à Energie Positive pour la croissance verte»

Acquisition et installation d'une borne de recharge pour les véhicules électriques

Acquisition de 6 vélos à assistance électrique

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée les termes de l'avenant à la convention «Territoire à Energie Positive pour la croissance verte» intervenue entre l'Etat, le Pays Combraille en Marche, territoire lauréat et des collectivités ou EPCI, en tant que bénéficiaires d'une part de l'appui financier complémentaire fixé à 400.000 € au titre de cet avenant, dans la limite d'un plafond maximal de 80 % de chaque dépense subventionnable.

Dans le cadre des actions portées par le Pays Combraille en Marche figurent celles présentées par la Commune d'EVAUX LES BAINS pour intégrer le schéma départemental et promouvoir l'électromobilité, à savoir :

- Acquisition et installation d'une borne de recharge pour véhicules électriques
- Acquisition de 6 vélos à assistance électrique

La dépense totale de ces 2 opérations est estimée à 25.000 € HT.

1) Acquisition et installation d'une borne de recharge pour véhicules électriques

Monsieur le Maire rappelle que, par délibération en date du 18 Octobre 2016, le Conseil Municipal a décidé d'adhérer au groupement de commande coordonné par le Syndicat Départemental des Energies de la Creuse (SDEC) pour la fourniture, la supervision, la pose et la maintenance d'infrastructures de recharges pour véhicules électriques (IRVE).

A l'issue de la procédure conduite par le SDEC, il ressort que les attributaires sont :

Lot 1 : Fournitures : The NewMotion à GUYANCOURT (78)

Lot 2 : Pose, génie civil associé et signalétique : CREUSELEC à GOUZON

2) Acquisition de 6 vélos à assistance électrique

Monsieur le Maire rappelle que, par délibération en date du 13 Janvier 2017, le Conseil Municipal a décidé d'adhérer

au groupement de commande coordonné par le Syndicat Départemental des Energies de la Creuse (SDEC) pour la fourniture de véhicules électriques de tourisme et utilitaires et deux roues électriques.

A l'issue de la procédure conduite par le SDEC, il ressort qu'aucune offre n'a été présentée pour la fourniture de vélos à assistance électrique.

Suite à la consultation effectuée par la Commune, il s'avère que l'offre la mieux-disante a été présentée par RENOUX CYCLES à GUERET.

A titre indicatif, le plan de financement prévisionnel portant sur les actions à conduire par la commune d'Evaux Les Bains serait le suivant :

DEPENSES	RECETTES		
ACQUISITION ET POSE D'UNE BORNE DE RECHARGE POUR VEHICULES ELECTRIQUES			
Acquisition borne 22KVA 2pdc + abonnements	4 969,00 €	Sub. TEPCV	20 000,00 €
Ouverture et repliment de chantier	1 250,00 €	Part communale	6 678,00 €
Tranchées à la main ou à l'engin	2 500,00 €		
Pose	800,00 €		
Vérifications installations électriques	350,00 €		
Piquetage réseaux	60,00 €		
Raccordement (Devis ENEDIS)	1 500,00 €		
Signalisation horizontale	1 529,00 €		
Signalisation verticale	725,00 €		
Protections	345,00 €		
ACQUISITION 6 VELOS A ASSISTANCE ELECTRIQUE			
6 vélos à assistance électrique	12 150,00 €		
Communication-Marquage vélos TEPCV	500,00 €		
TOTAL HT	26 678,00 €	TOTAL	26 678,00 €
TVA	5 335,60 €		
TOTAL TTC	32 013,60 €		

Décision : Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- émet un avis favorable pour :

* l'installation d'une borne de recharge pour véhicules électriques

* l'acquisition de 6 vélos à assistance électrique

étant précisé que Monsieur le Maire engagera les dépenses conformément à la délégation qui lui est donnée par délibération du Conseil Municipal en date du 08 Avril 2014.

- charge Monsieur le Maire de solliciter le versement des subventions dont bénéficie la Commune

d'EVAUX LES BAINS au titre de la convention «Territoire à Energie Positive pour la croissance verte»

- autorise Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette affaire.

XI Modalités pratiques de gestion des infrastructures de recharge pour véhicules électriques

Vu la délibération du conseil municipal en date du 18 Octobre 2016 approuvant l'adhésion de la commune au groupement de commande coordonné par le Syndicat Départemental des Énergies de la Creuse (SDEC), pour la fourniture, la supervision, la pose et la maintenance d'infrastructures de recharges pour véhicules électriques (IRVE).

Vu l'article L2224-37 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu la loi N° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la Croissance Verte,
Vu le Décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs,

Monsieur le Maire indique qu'il convient dès à présent de régler les modalités administratives de gestion et notamment la tarification liée à la mise en service des bornes puisque les premières seront opérationnelles courant 2017.

La tarification :

L'ambition d'une tarification unique sur l'ensemble du réseau Creusois est souhaitable.

Monsieur le Maire indique que le comité technique du groupement de commande réunissant les différents maîtres d'ouvrage d'IRVE sur le département s'est positionné unanimement pour une tarification de type forfaitaire.

La tarification qui est proposée est donc la suivante :

- Paiement par carte bancaire sans contact ou par carte opérateur New Motion
- Forfait de 3 € TTC par acte de charge (quelles que soient la durée et la puissance de la recharge)

Monsieur le Maire précise que l'accès sera ouvert à d'autres opérateurs de mobilité qui appliqueront leur tarification à leurs propres usagers. Dans ce cadre, l'opérateur de mobilité concerné reversera à la commune le forfait des 3 € TTC par acte de charge.

Le RAL :

Dans la même optique d'harmonisation du réseau départemental, il conviendrait de choisir une couleur unique de borne. Monsieur le Maire précise que l'ABF (Architecte des Bâtiments de France) a exclu certains RAL et a préconisé l'utilisation du RAL 7030.

L'itinérance :

Par ailleurs, le décret du 12/01/2017 impose que l'accès à toute IRVE puisse se faire pour tout utilisateur, sans inscription préalable. Monsieur le Maire indique que la solution retenue en Creuse (paiement par carte bancaire sans contact) répond de base, à cette exigence. Néanmoins, et afin d'assurer une utilisation maximale et optimale du réseau IRVE, il convient de conclure des contrats d'itinérance.

Par itinérance, on entend, la possibilité pour un détenteur d'une carte d'un opérateur autre que New motion (titulaire du lot 1), d'utiliser l'IRVE. Cela implique un engagement contractuel entre le propriétaire de l'infrastructure (la commune) et les opérateurs de mobilité. Afin d'éviter de devoir conclure des centaines de contrats avec les différents opérateurs de mobilité existants, il est proposé de donner délégation d'itinérance à New Motion.

Mandat de collecte :

New Motion, opérateur d'infrastructure et de mobilité, assure pour le compte de la commune, le fonctionnement du réseau impliquant la collecte des recettes. Il convient donc de donner mandat de gestion à New Motion (Encaisser les recettes, gérer les contentieux, reverser les recettes...) et de se prononcer sur les seuils de reversements.

Le Conseil Municipal,

Au vu de cet exposé et après en avoir délibéré,

DECIDE d'approuver la tarification proposée,

DECIDE d'approuver le RAL proposé,

DONNE MANDAT à Monsieur le Maire pour signer toute pièce nécessaire à la délégation d'itinérance à NEW MOTION

DONNE MANDAT à Monsieur le Maire pour signer le mandat pour la perception des recettes au titre de l'exploitation des infrastructures de charge avec un reversement mensuel.

Départ de Mme Guareton à 21H20

Présents : MMES BOULOUET, CHAZAL, MM. DECARD, PAPINEAU, ROMAIN, SAINTEMARTINE, STEINER, TOURAND, MME VIALLE.

Absents ou excusés : MMES BERTHON, GAL-NEIL, GUARETON, HOL, MM. NORE, ROUFFET.

Pouvoirs :

- Mme BERTHON a donné pouvoir à Mme CHAZAL de voter en son nom
- M. NORE a donné pouvoir à M. PAPINEAU de voter en son nom
- M. ROUFFET a donné pouvoir à M. ROMAIN de voter en son nom

XII 1) Budget principal – Décision modificative n° 2

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée que compte tenu des ajustements à effectuer entre certains comptes au niveau du budget principal de la Commune, il y a lieu de procéder à une décision modificative comme suit :

Section de fonctionnement

Chapitre - Article Désignation	DEPENSES		RECETTES	
	Diminution	Augmentation	Diminution	Augmentation
022 Dépenses imprévues 673 Titres annulés (sur exercices antérieures)	-2.000 €	+ 2.000 €		
TOTAL	- 2.000 €	+ 2.000 €		

Section d'investissement

Chapitre - Article Désignation	DEPENSES		RECETTES	
	Diminution	Augmentation	Diminution	Augmentation
<u>Chapitre 041</u> (Opérations Patrimoniales)				
1311-0 Subv. d'équipement transférables Etats et Ets nationaux		+ 8.000 €		
1321-0 Subv.d'équipement non transférables Etat et Ets nationaux				+ 8.000 €
TOTAL 1		+ 8.000 €		+ 8.000 €
<u>Chapitre 21</u> (Immobilisations corporelles)				
2111 Terrains nus	- 14.300 €			
2113 Terrains aménagés autres que voirie		+ 2.500 €		
2132 Immeubles de rapport		+ 1.800 €		

2152 Installations de voirie		+ 6.000 €		
21534 Réseaux d'électrification		+ 200 €		
2184 Mobilier		+ 2.000 €		
<u>Chapitre 23</u> (Immobilisations en cours)				
2315 Installation, matériel et outillage technique		+ 1.800 €		
TOTAL 2	- 14.300 €	+ 14.300 €		
<u>Chapitre 13</u> (Subvention d'investissement)				
1311 Subv. d'équipement transférables Etat et Ets nationaux				+ 700 €
1321 Subv. d'équipement non transférables Etat et Ets nationaux				+ 20.200 €
1328 Subv. Autres			- 20.900 €	
TOTAL 1 + 2	- 14.300 €	+ 22.300 €	- 20.900 €	+ 28.900 €

Décision : Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve la décision modificative n° 2 proposée
- autorise Monsieur le Maire à signer toutes pièces relatives à cette affaire.

3) Résidence Les Sources – Décision modificative n° 1

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée que compte tenu des ajustements à effectuer entre certains comptes au niveau du budget «Résidence Les Sources», il y a lieu de procéder à une décision modificative comme suit :

Section d'investissement

Chapitre - Article Désignation	DEPENSES	RECETTES
<u>Chapitre 20</u> (Immobilisations incorporelles)		
2031 Frais d'étude	+ 4.000 €	
2033 Frais d'insertion	- 600 €	
<u>Chapitre 21</u> (Immobilisations corporelles)		
2184 Mobilier	- 1.400 €	
2188 Autres immobilisations corporelles	- 2.000 €	

Décision : Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve la décision modificative n° 1 proposée
- autorise Monsieur le Maire à signer toutes pièces relatives à cette affaire

3) Camping – Décision modificative n° 1

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée que compte tenu des ajustements à effectuer entre certains comptes au niveau du budget «Camping», il y a lieu de procéder à une décision modificative comme suit :

Section d'investissement

Chapitre - Article Désignation	DEPENSES	RECETTES
<u>Chapitre 20</u> (Immobilisations incorporelles)		
2051 Concessions et droits similaires	+ 1.800 €	
<u>Chapitre 21</u> (Immobilisations corporelles)		
2184 Mobilier	- 300 €	
2188 Autres immobilisations corporelles	- 1.500 €	

Décision : Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve la décision modificative n° 1 proposée
- autorise Monsieur le Maire à signer toutes pièces relatives à cette affaire.

XIII Autorisation d'engagement, de liquidation, de mandatement des dépenses d'investissement avant le vote du Budget Primitif 2018

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée que l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1^{er} Janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, du 1^{er} Janvier de l'exercice jusqu'à l'adoption du budget de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est également en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 Avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

En conséquence, il est proposé à l'assemblée délibérante d'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote du Budget Primitif 2018 pour le budget principal et les budgets annexes suivants :

Budget	Chapitre	Désignation Chapitre	Rappel crédits ouverts au Budget 2017	Montant autorisé (max 25 %)
Principal	20	Immobilisations incorporelles	86.985,00 €	21.746,00 €
	21	Immobilisations corporelles	874.030,00 €	218.507,00 €
	23	Immobilisations en cours	603.300,00 €	150.825,00 €
	<u>Opération</u> 13	Salle culturelle	3.186.564,00 €	796.641,00 €
Résidence Les Sources	20	Immobilisations incorporelles	7.980,00 €	1.995,00 €
	21	Immobilisations corporelles	6.600,00 €	1.650,00 €
	23	Immobilisations en cours	300.000,00 €	75.000,00 €
Camping	20	Immobilisations incorporelles	1.800,00 €	450,00 €
	21	Immobilisations corporelles	29.586,00 €	7.396,00 €

Décision : Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- autorise Monsieur le Maire à engager, à liquider et à mandater, à compter du 1^{er} Janvier 2018, des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget principal et aux budgets

annexes (budget camping, budget Résidence Les Sources) de l'exercice 2017, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette, et ce, jusqu'à l'adoption des Budgets Primitifs pour 2018.

XIV Dépense imputée en investissement

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée que la circulaire interministérielle n° INT/B/02/00059/C du 26 Février 2002 précise les règles d'imputation budgétaire des dépenses du secteur public local.

Par ailleurs, l'article L 2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales donne à l'assemblée délibérante la compétence pour décider qu'un bien meuble de faible valeur puisse être imputé en section d'investissement.

L'arrêté NOR/INT/BO100692A du 26 Octobre 2001 fixe, à compter du 1^{er} janvier 2002, à 500 € TTC, le seuil au-dessous duquel les biens meubles ne figurant pas dans la liste sont comptabilisés en section de fonctionnement. Il précise également la liste des biens meubles constituant des immobilisations par nature, quelle que soit leur valeur unitaire.

Il est proposé de charger l'ordonnateur d'imputer en section d'investissement, pour l'année 2017, les biens suivants qui présentent un caractère de durabilité :

- illuminations de Noël
 - 4 x 131,017 € TTC
 - 1 x 402,144 € TTC
 - 3 x 142,71 € TTC
- (TOTAL TTC : 1.354,34 €)

Décision : Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- autorise l'ordonnateur à imputer en section d'investissement, pour l'année 2017, les biens figurant ci-dessus.

XV Subvention exceptionnelle Association «Judo Club Evahonien»

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée la demande de subvention exceptionnelle présentée par l'Association «Judo Club Evahonien».

L'aide sollicitée fait suite à la sélection du Président du Club pour participer au Championnat de France première division de judo à Saint Quentin en Yvelines.

C'est une performance inédite dans l'histoire du Club local qui a suscité beaucoup d'intérêt.

Des frais importants ont donc été générés pour permettre la participation d'un maximum d'adhérents à cette compétition.

Décision : Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- décide d'accorder une subvention exceptionnelle d'un montant de 500 € à l'association «Judo Club Evahonien»
- autorise Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette affaire

XVI Demande de financement complémentaire spécifique présentée par le Service Départemental d'Incendie et de Secours

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée que, par courrier en date du 29 Mars 2017, le Président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours a sollicité une contribution complémentaire des communes fixée à 1 € par habitant pour financer un programme de travaux sur les Centres de Secours.

Ce financement exceptionnel a porté la participation de chaque habitant creusois de 32,82 € à 33,82 € pour la part communale en 2017. Ainsi, une dépense complémentaire de 1.455 € a été prévue au budget de la Commune d'Evaux-Les-Bains pour 2017.

Cependant, le Service Départemental d'Incendie et de Secours souligne le fait que l'engagement des communes concernant l'apport d'une contribution complémentaire de 1 € par habitant est à prévoir

sur une durée de 15 ans afin de couvrir les échéances d'un prêt contracté (sur 15 ans) pour engager un programme de travaux sur 7 Centres de Secours (La Souterraine, Bourgneuf, Aubusson, Gouzou, Crocq, Boussac et Evaux-Les-Bains).

Décision : Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- accepte d'accorder au Service Départemental d'Incendie et de Secours un financement complémentaire de 1 € par habitant sur une durée de 15 ans à compter de 2017 (1.455 €) afin de permettre la mise en œuvre d'un programme de travaux sur des Centres de Secours
- autorise Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette affaire.

XVII Demande de concours technique et financier du SDEC et l'autorisation du Conseil Municipal au Maire pour la signature de la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Commune et le SDEC pour les travaux d'éclairage public

Considérant :

- Les statuts du Syndicat Départemental d'Electricité de la Creuse (SDEC) du 07 Juillet 2000 reçus à la Préfecture de la Creuse le 19 Octobre 2000,
 - L'arrêté préfectoral portant modification des statuts du Syndicat Départemental d'Electricité de la Creuse en date du 13 Mars 2001,
 - La délibération du comité syndical du 07 Juillet 2000, décidant que le Syndicat Départemental d'Electricité de la Creuse intervienne à nouveau en éclairage public,
 - Les nouveaux statuts du Syndicat Départemental d'Electricité de la Creuse (SDEC) approuvés par arrêté préfectoral du 23 Juin 2008, acceptant notamment la nouvelle dénomination du syndicat, «Syndicat Départemental des Energies de la Creuse»,
 - * Vu la loi 85/704 du 12 Juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, modifiée par l'ordonnance 2004/566 du 17 Juin 2004,
 - * Vu la loi d'orientation énergétique de Juillet 2005 qui a mis en place le dispositif des certificats d'économies d'énergie (C.E.E). Les collectivités locales sont des acteurs éligibles à ce dispositif et peuvent valoriser les économies d'énergie qu'elles ont réalisées par l'obtention de certificats,
 - * Par délibération du comité syndical en date du 11 Décembre 2013, le SDEC a décidé de proposer à ses membres (communes et communautés de communes) un service de collecte et valorisation des C.E.E. dans le cadre de leurs opérations génératrices d'économies d'énergies.
 - * Vu l'article 7 du décret n° 2010-1664 du 29 Décembre 2010 «relatif aux certificats d'économie d'énergie» disposant que les bénéficiaires peuvent se regrouper ou désigner une tierce personne pour atteindre le seuil d'éligibilité ;
 - Considérant la réalisation par la collectivité d'opérations d'amélioration énergétique du patrimoine pour lesquelles le SDEC peut valoriser les économies d'énergies réalisées par le biais du dispositif C.E.E.,
Le Conseil Municipal d'EvauX- Les-Bains
 - sollicite le concours technique et financier du SDEC (Syndicat Départemental des Energies de la Creuse) pour le projet d'éclairage public concernant le réaménagement des installations d'éclairage public suite à l'enfouissement des réseaux BT/FT/EP – Faubourg Saint Bonnet –
DETR 2019
 - charge le SDEC du montage des dossiers de collecte et valorisation des C.E.E. pour l'opération définies ci-dessus
 - autorise Monsieur le Maire à signer la convention temporaire de co-maîtrise d'ouvrage entre le SDEC et la Commune relative aux installations d'éclairage public qu'il sera nécessaire d'établir avec le SDEC pour la réalisation de l'opération désignée précédemment
- Par cette convention, la Commune désigne le SDEC comme maître d'ouvrage unique de l'opération.
- La convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme.

XVIII Révision des tarifs municipaux pour 2018

Le Conseil Municipal donne son accord à l'unanimité pour que soit appliquée une augmentation de l'ordre de 2 % sur les tarifs suivants, à compter du 1^{er} Janvier 2018:

- Maison des Jeunes - Tarifs de location
- Maison des Jeunes-Tarifs de remplacement des éléments de vaisselle cassés ou manquants
- Droits de place

- **Tarifs mini-golf**
 - * Adulte 2,60 €
 - * Enfant (de 12 à 16 ans) (une entrée) 1,60 €
 - * Enfant (- de 12 ans) Gratuit
- **Vente de bois**

Prix inchangés:
30,00 € le stère en 1m et
25 € le stère en 2m à compter du 1er Janvier 2018
à prendre sur site
- **Vente de daims :**

27,00 € l'un (frais de capture tels que : honoraires vétérinaires, piqûre hypodermique... à la charge des acheteurs)

- **Tarifs Camping municipal**

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée les tarifs du Camping Municipal fixés par délibération du Conseil Municipal en date du 13 Septembre 2016.

Il propose de procéder à une révision pour 2018 qui conduirait aux tarifs suivants :

	Tarifs TTC
Adultes/jour	2,25 €
Enfants moins de 7 ans/jour	1,35 €
Véhicule/jour	1,65 €
Caravane/jour	1,90 €
Tente/jour	1,75 €
Camping-cars /jour	3,30 €
Branchement électrique/jour	3,65 €
Taxe pour chien/jour	0,85 €
Lave linge/programme (lessive non fournie)	3,90 €
Location studio au camping/semaine	170,00 €
Location studio au camping/jour	28,00 €
Ravitaillement eau camping-cars	3,00 €
Emplacement	2,00 €

En outre, il est proposé de consentir une réduction de 10 % sur le coût total du séjour d'une durée de 3 semaines minimum.

Décision : Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve les tarifs proposés ci-dessus qui seront appliqués à compter du 1er Janvier 2018
- est favorable à l'application d'une réduction de 10 % sur le coût total du séjour d'une durée de 3 semaines minimum
- autorise Monsieur le Maire tous documents relatifs à cette affaire.

- Tarifs location mini chalets
Tarifs inchangés pour 2018

- Tarifs location mobil homes

Tarifs inchangés pour 2018

- Tarifs location de studios « Résidence Les Sources »

Tarifs inchangés pour 2018

XIX Point sur les démarches en vue de la vente de la maison d'habitation sise 2, Rue du Faubourg Saint-Bonnet

Par délibération en date du 26 Janvier 2017, le Conseil Municipal a émis un avis favorable pour la mise en vente de la « Maison PALAC » sise 2, Rue du Faubourg Saint-Bonnet (cadastrée AH n° 98) au prix de 20.000 €.

Pour mémoire, cette maison comprend:

- rez-de-chaussée de plain-pied: cuisine, salle à manger, wc, salle d'eau
- étage: 2 chambres + 1 pièce
- grenier perdu
- appentis
- cour et jardinet

Contenance totale: 1a 86 ca

A ce jour, un acquéreur propose 14.000 € (frais de notaire compris) pour ce bien.

Le Conseil Municipal demande qu'une proposition soit faite au prix de 16.000 € auquel s'ajoutent les frais de notaire.

XX Modification du règlement du restaurant scolaire et de la pause méridienne

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée que le règlement du restaurant scolaire et de la pause méridienne en vigueur a été approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 10 Avril 2015.

En vue de compléter ce règlement, il propose qu'un article portant sur les démarches à effectuer par le personnel communal en cas de problème de santé d'un enfant soit inséré. Il serait libellé comme suit :

«En cas de problème de santé jugé sérieux, prévenir les parents, le Maire ou un membre du Conseil Municipal en leur signifiant que l'on contacte un médecin voir les pompiers».

Cette modification sera également soumise au Conseil d'école lors d'une prochaine réunion.

Monsieur le Maire invite l'Assemblée à se prononcer sur le règlement ainsi modifié.

Décision : Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve la modification à apporter au règlement du restaurant scolaire et de la pause méridienne

XXI Rapport du Maire portant sur les décisions prises dans le cadre de ses délégations au titre de l'article L 2122-22 du CGCT

A) Marchés Publics

L'offre présentée par RICOH France à RUNGIS (94) portant sur le contrat de maintenance de 3 photocopieurs est retenue pour une durée d'un an à compter du 1^{er} Octobre 2017.

Facturation au prix de 0,0045 € HT, soit 0,00538 € TTC la copie «noir et blanc» et 0,043 € HT, soit 0,0514 € TTC la copie «couleur» et ce, en fonction du volume de copies réellement effectuées. (Décision n° 2017/35 du 13 Octobre 2017).

B) Location

- La location d'un logement communal situé Rue de Rentière à EVAUX LES BAINS est consentie à Mme VERINAUD Michelle à compter du 1^{er} Décembre 2017 aux conditions suivantes :

* le montant du loyer est fixé à 308,77 € par mois

* le montant des provisions sur les frais de chauffage est fixé à 120 € par mois

* une révision sera appliquée chaque année, à la date anniversaire du bail en fonction de l'évolution de l'indice IRL, publié par l'INSEE (Décision n° 2017/36 du 19 Octobre 2017)

QUESTIONS DIVERSES

- M. Romain attire l'attention sur les problèmes de stationnement des véhicules de la Poste et des voitures du personnel.
- M. Tourand sollicite des informations sur le projet éolien sur Fontanières.
M. Papineau informe l'Assemblée qu'une réunion aura lieu à ce sujet le 15 Décembre prochain à 9H30 en présence d'un représentant de la société RES qui porte le projet. Il précise qu'une réunion a eu lieu précédemment avec AALTO POWER concernant l'extension du parc éolien de Chambonchard.
- M. Papineau rend compte des inquiétudes quant au Permis exclusif de recherche et de gîtes géothermiques à haute température (dit Combrailles en Marche) accordé à la société TLS Geothermics (Toulouse).
Un courrier commun, avec le Maire de Nérès Les Bains a été adressé au Ministre de la Transition écologique et solidaire pour attirer son attention sur les conséquences qu'entraîneraient pour les stations thermales une réduction du débit des sources, un détournement ou une pollution.
- M. Tourand fait part des inquiétudes des salariés quant à l'avenir du SIVOM Chambon/Evaux pour 2018.
M. Décard indique qu'une réunion aura lieu le 6 Décembre et que les salariés ont été régulièrement tenus informés des évolutions de la situation.
Un appel à candidature est lancé pour le recrutement d'un chef d'équipe.
- M. Tourand fait part du mécontentement de certains commerçants concernant le nouveau sens de circulation mis en place pour l'accès aux Thermes, il demande à M. Papineau, Président de la SEM, s'il existe un questionnaire remis aux curistes dans lequel serait abordée cette question.
M. Papineau répond qu'il existe en effet un questionnaire qui pourrait être exploité et l'utilisé pour apporter réponse aux commerçants mécontents.
Mme Vialle précise que, lors de la réunion de l'Association Nationale des Maires de Communes Thermales (ANMCT) du 16 Novembre 2017, une information a été donnée concernant un questionnaire destiné aux curistes qui sera proposé aux villes thermales par l'intermédiaire des offices de tourisme volontaires, il serait bon que l'OT d'Evaux Les Bains y participe.
- M. Décard informe l'Assemblée que les travaux de démolition du barrage du Chat Cros sont interrompus du fait d'une quantité d'eau abondante. La fin du chantier est prévue le 15 Juin 2018.

L'ordre du jour étant épuisé et aucune autre question n'étant évoquée, la séance est levée à 22H30.